

Compte-rendu d'exercice de la délégation octroyée
à M.le président pour les actions en justice
Décision modificative n°1 pour 2018
ANNEXE

**ETAT DES CONTENTIEUX AYANT FAIT L'OBJET D'UNE ACTION OU D'UNE DECISION
DEPUIS LA REUNION « ORIENTATIONS BUDGETAIRES » DU 13 MARS 2018**

Le Président,

Christian ASTRUC

Demandeur et date de la requête	Problématique	Procédure	Envoyé en préfecture le 23/10/2018 Reçu en préfecture le 23/10/2018 Affiché le 25 OCT. 2018 ID : 082-228200010-20181017-CD20181017_24-DE
1- Contentieux des interventions financières Litiges relatifs au recouvrement de créances nées de contrats.			
Ville de Montauban	Contentieux du recouvrement des créances : Centre universitaire (fonctionnement) . 21 août 2013 : la commune demande l'annulation du titre de recettes de 152 449 € représentatif de sa contribution 2013 au fonctionnement du centre Universitaire. . 3 août 2015 : action de la Ville en contestation de sa contribution au fonctionnement du centre universitaire pour l'année 2014 (titre de recettes de 152 449 €). . 11 octobre 2017 : action de la Ville en contestation de sa contribution au fonctionnement du centre universitaire pour l'année 2016-2017 (titre de recettes de 152 449 €).	°Tribunal Administratif : Jugement du 29 décembre 2015 rejetant la requête de la Commune. Aucun appel n'a été enregistré contre le jugement. Ce dernier, en faveur du Département, devient définitif. °Tribunal Administratif : Jugement du 5 juin 2018 d'annulation du titre de recettes. °Tribunal Administratif : Mémoire en défense du Département le 4 mai 2018.	1 2 (15-3628) 3 (17-4706)
2- Contentieux domanial Département 3 novembre 2017 Etablissement public foncier de Montauban	. Référé suspension à l'encontre de la décision du 3 août 2017 par laquelle l'établissement public foncier de Montauban a décidé de préempter l'immeuble 20 Esplanade des Fontaines à Montauban (site Novalia et ancienne caserne Gambetta). . Pourvoi en cassation de l'ordonnance de référé rendue le 10 novembre portant suspension de la décision de préemption. . Recours en annulation de la décision de préemption (couplée au référé-suspension)	°Tribunal Administratif : .Par ordonnance du 10 novembre 2017, le juge des référés a suspendu la décision de préemption de l'établissement public foncier. °Conseil d'État Arrêt du 1^{er} juin 2018 : la décision de préemption de l'établissement public foncier de Montauban est suspendue. °Tribunal Administratif : En cours d'instruction par le tribunal.	4 (17-4580) 5 (415976) 6 (17-4579)

Problématique		Procédure	
Demandeur et date de la requête		Envoyé en préfecture le 23/10/2018 Reçu en préfecture le 23/10/2018 Affiché le 25 OCT. 2018 ID : 082-228200010-20181017-CD20181017_24-DE	
3- Contentieux du personnel			
Mme X. Adjoint technique	.23 juillet 2013/ 2 novembre 2015/6 mai 2016 : trois actions en contestation des décisions administratives plaçant d'office l'agent en congé de maladie sur les périodes « janvier 2013 à octobre 2013 », « octobre 2015-octobre 2016 » et « mai 2016 à octobre 2016 ».	.Tribunal Administratif : Annulation des arrêtés par jugements des 14 septembre 2016 et 24 avril 2018. Décision de ne pas interjeter appel.	7 à 9 (13-3368) (15-5119) (16-2023)
	.2 juin 2017- Requête en annulation de la décision administrative plaçant d'office l'agent en congé de longue durée (mars/avril 2017).	.Tribunal Administratif : Jugement du 24 avril 2018 rejetant la demande de l'agent.	10 (17-2521)
4- Contentieux des marchés publics			
Société Prociba c/ Département 19 janvier 2017	Contentieux de l'exécution des marchés publics Action en indemnisation de l'entreprise chargée des travaux d'étanchéité du foyer du Barradis à Lavit de Lomagne à raison de prestations supplémentaires. Le Département intervient en qualité de mandataire, subrogé dans les obligations de la Sémateg, intervenante initiale .	Tribunal Administratif : .Mémoire en défense du Département des 25 mai 2017 et 27 juillet 2018.	11 (17-271)
5- Contentieux des agréments			
Mme Y. 6 mars 2017 assistante familiale	.Requête en annulation de la mesure administrative de refus d'extension de la capacité d'accueil.	.Tribunal Administratif : Mémoires en défense du Département du 20 juillet 2017 et 14 juin 2018.	12 (17-1029)

Demandeur et date de la requête		Problématique	Procédure	Envoyé en préfecture le 23/10/2018 Reçu en préfecture le 23/10/2018 Affiché le 25 OCT. 2018 ID : 082-228200010-20181017-CD20181017_24-DE	
6-Contentieux des prestations et contentieux connexes (Aide Sociale, Aide personnalisée d'Autonomie – APA, revenu de solidarité active -RSA, obligation alimentaire)					
6.1- Accueil des mineurs étrangers isolés					
Mme Z. 8 août 2017	Recours en annulation de la décision administrative de refus d'admission à l'aide sociale à l'enfance.	<i>.Tribunal Administratif :</i> Mémoire en réponse du Département le 4 mai 2018. En cours d'instruction.	13 (17-3735)		
6.2- Obligation alimentaire-Aide sociale					
Département 7 mars 2018	Fixation de la participation des obligés alimentaires. Dossier de placement en établissement d'accueil pour personnes âgées (M...).	Requête auprès du juge aux affaires familiales de Montauban. Le jugement rendu le 27 mars 2018 fixe le montant de la dette alimentaire.	14		
Département 22 mars 2018	Fixation de la participation des obligés alimentaires. Dossier de placement en établissement d'accueil pour personnes âgées (Mme...).	Requête auprès du juge aux affaires familiales de Montauban. Le jugement rendu le 27 mars 2018 fixe le montant de la dette alimentaire.	15		
Département 23 mai 2018 (1ère instance)	Fixation de la participation des obligés alimentaires. Dossier de placement en établissement d'accueil pour personnes âgées (M...).	Requête auprès du juge aux affaires familiales de Montauban. En instance.	16		
Département 23 mai 2018 (2ème instance)	Fixation de la participation des obligés alimentaires. Dossier de placement en établissement d'accueil pour personnes âgées (Mme...).	Requête auprès du juge aux affaires familiales de Montauban. En instance.	17		
6.3- Aide sociale					
Département, 19 janvier 2018	Demande de déclaration de succession vacante. Récupération frais. Maison de retraite (Mme...)	Requête auprès du tribunal de Grande Instance de Montauban. En instance.	18		

Problématique		Procédure	Envoyé en préfecture le 23/10/2018 Reçu en préfecture le 23/10/2018 Affiché le 25 OCT. 2018 ID : 082-228200010-20181017-CD20181017_24-DE
Demandeur et date de la requête			
Département, 22 janvier 2018	Demande de déclaration de succession vacante. Récupération frais. Maison de retraite (Mme...)	Requête auprès du tribunal de Grande Instance de Montauban. En instance.	19
Département, 25 janvier 2018	Demande de déclaration de succession vacante. Récupération frais. Maison de retraite (Mme...)	Requête auprès du tribunal de Grande Instance de Montauban. En instance.	20
Département 22 février 2018	Demande de déclaration de succession vacante. Récupération frais. Maison de retraite (M...)	Requête auprès du tribunal de Grande Instance de Montauban. En instance.	21
Département, 8 mars 2018	Demande de déclaration de succession vacante. Récupération frais. Maison de retraite (M...)	Requête auprès du tribunal de Grande Instance de Montauban. En instance.	22
Département, 13 mars 2018 (1ère instance)	Demande de déclaration de succession vacante. Récupération frais. Maison de retraite (Mme...)	Requête auprès du tribunal de Grande Instance de Montauban. En instance.	23
Département 13 mars 2018 (2ème instance)	Demande de déclaration de succession vacante. Récupération frais. Maison de retraite (Mme...)	Requête auprès du tribunal de Grande Instance de Montauban. En instance.	24
Département, 13 mars 2018 (3ème instance)	Demande de déclaration de succession vacante. Récupération frais. Maison de retraite (M...)	Requête auprès du tribunal de Grande Instance de Montauban. En instance.	25
Département, 13 mars 2018 (4ème instance)	Demande de déclaration de succession vacante. Récupération frais. Maison de retraite (Mme...)	Requête auprès du tribunal de Grande Instance de Montauban. En instance.	26

Demandeur et date de la requête	Problématique	Procédure	
Département, 13 mars 2018 (5ème instance)	Demande de déclaration de succession vacante. Récupération frais. Maison de retraite (Mme...)	Requête auprès du tribunal de Grande Instance de Montauban. En instance.	27
Département, 13 mars 2018 (6ème instance)	Demande de déclaration de succession vacante. Récupération frais. Maison de retraite (M...)	Requête auprès du tribunal de Grande Instance de Montauban. En instance.	28
Département, 13 mars 2018 (7ème instance)	Demande de déclaration de succession vacante. Récupération frais. Maison de retraite (M...)	Requête auprès du tribunal de Grande Instance de Montauban. En instance.	29
Département, 12 avril 2018	Demande de déclaration de succession vacante. Récupération frais. Maison de retraite (Mme...)	Requête auprès du tribunal de Grande Instance de Montauban. En instance.	30
Département, 15 juin 2018	Demande de déclaration de succession vacante. Récupération frais. Maison de retraite (Mme...)	Requête auprès du tribunal de Grande Instance de Montauban. En instance.	31
UDAF 82 2 janvier 2018	Contestation du montant de prise en charge de l'admission à l'aide sociale à l'hébergement (Mme...).	Requête devant la Commission départementale d'aide sociale. Mémoire en réplique le 23 mars 2018.	32
Préfet de Tarn-et-Garonne	Aide sociale à l'hébergement. Contestation de la détermination du domicile de secours (M...).	Requête devant la Commission Centrale d'aide sociale. Mémoire en réplique le 18 juillet 2018.	33
UDAF 82	Action en contestation de la décision de rejet d'admission à l'aide sociale à l'hébergement (M...).	Requête devant la Commission Centrale d'aide sociale. Mémoire en réplique le 8 février 2018.	34

Envoyé en préfecture le 23/10/2018

Reçu en préfecture le 23/10/2018

Affiché le 25 oct. 2018

ID : 082-228200010-20181017-CD20181017_24-DE

Demandeur et date de la requête		Problématique	Procédure	Envoyé en préfecture le 23/10/2018 Reçu en préfecture le 23/10/2018 Affiché le 25 Oct. 2018 ID : 082-228200010-20181017-CD20181017_24-DE	
Attributaire 14 septembre 2017	Action en contestation d'un refus de remis de dette		.Tribunal Administratif : Mémoire en réponse du Département le 24 juillet 2018	45 (18-1651)	
Attributaire 9 mai 2018	Action en contestation d'un refus de remis de dette		.Tribunal Administratif : Mémoire en réponse du Département le 17 juillet 2018	46 (18-2285)	
Attributaire 27 avril 2018	Demande d'annulation de la sanction administrative (amende)		.Tribunal Administratif : Mémoire en réponse du Département le 3 juillet 2018	47 (18-2123)	
Attributaire 25 mai 2018	Action en contestation du recouvrement d'un indu		.Tribunal Administratif : Mémoire en réponse du Département le 30 juillet 2018	48 (18-2420)	
Attributaire 25 mai 2018	Action en contestation du recouvrement d'un indu		.Tribunal Administratif : Mémoire en réponse du Département le 30 juillet 2018	49 (18-2421)	
7-Contentieux de la responsabilité					
7.1-En matière de travaux et ouvrages publics					
Usager automobiliste 13 mars 2018	Action en responsabilité départementale pour défaut de signalisation d'un terre-plein (parking du collège de Valence d'Agen)		.Tribunal Administratif : Mémoire en défense du Département le 27 juillet 2018. En cours d' instruction.	50 (18-1005)	
Propriétaire privé 6 novembre 2017	Référé mesures utiles à raison de nuisances imputées à des platanes non élagués.		.Tribunal Administratif : Mémoire en défense du Département le 4 janvier 2018. Désistement d'instance du requérant.	51 (17-5127)	
7.2-En matière de services sociaux					
Tiers victime 19 décembre 2017	Référé expertise. Détermination des conséquences dommageables des préjudices causés du fait du service de placement (aide sociale à l'enfance).		. Tribunal de Grande Instance : Assignation en référé avec désignation d'un expert. En état d' instruction.	52	
8-Contentieux répressif					
Département .12 mars 2018 . 21juin 2018	Dépôt de plainte à raison de menaces à l'encontre de fonctionnaires du pôle solidarités humaines.		En cours d' instruction	53 54	